

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Besançon, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DES BUIS

9 rue Paul Langevin
21300 Chenôve

Références : 2025-448
Code AIOT : 0005400286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement CARRIERE DES BUIS implanté Les Buis 21550 Ladoix-Serrigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet principal de vérifier les actions mises en œuvre par l'exploitant pour lever les non-conformités à l'arrêté préfectoral de dérogation espèces protégées du 23 juillet 2019 qui avaient amené le préfet à lui adresser l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2023 de mise en demeure de respecter ces prescriptions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DES BUIS
- Les Buis 21550 Ladoix-Serrigny

- Code AIOT : 0005400286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de pierre calcaire exploitée par la société Carrière des Buis a été autorisé par arrêté préfectoral du 23 juillet 2019. Avant ce renouvellement, la carrière était déjà précédemment exploitée dans le cadre d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 janvier 1996 à la société SOGEPIERRE.

La carrière est autorisée pour l'extraction de roches ornementales, de granulats et de laves. Des installations de concassage-criblage sont utilisées pour le traitement des matériaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Gestion écologique des habitats et plans de gestion associés	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mesure de compensation MC1 : création de mares	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
9	Suivi des mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Gestion des sites de compensation	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi écologique	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limitation de l'attractivité	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Sans objet
3	Mise en place d'abris et de gîtes pour les reptiles	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Sans objet
6	Mesure de compensation MC2 : compensation mosaïque de pelouse sèche	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Sans objet
7	Mesure de compensation MC4 : parcelles de compensation complémentaires	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Sans objet
8	Mesure de compensation MC5 : mise en place d'îlots de sénescence	AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant accuse un retard dans la mise en œuvre des mesures édictées par l'arrêté préfectoral de dérogation à l'interdiction de détruire des habitats d'espèces et d'espèces animales protégées du 30 juillet 2019. Ces mesures avaient fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 11 octobre 2023.

Depuis le 11 octobre 2023, l'exploitant a remis son exploitation en conformité sur la majorité des points visés par l'APMD du 11 octobre 2023, mais certaines non conformités subsistent.

Ce retard s'explique en partie par des éléments nouveaux. En effet, la présence de déchets, correspondant probablement à une ancienne décharge, a été découverte à l'emplacement prévu pour l'une des mesures compensatoires (restauration de milieu ouvert), et l'emplacement initialement prévu pour la création d'une mare s'est avéré inadapté.

Il convient également de souligner qu'aucune extraction de matériaux n'a eu lieu sur la zone depuis la délivrance du renouvellement de l'autorisation. En conséquence, aucune destruction d'habitats ni d'espèces animales protégées n'ont encore eu lieu.

Toutefois, l'arrêté de dérogation espèces protégées prévoit que les mesures de compensation devaient être mise en œuvre dès la délivrance de l'autorisation. L'exploitant doit donc trouver rapidement les solutions techniques qui lui permettront de lever les difficultés rencontrées, et les mettre en œuvre sans délai.

Au regard du contexte, les "suites administratives" ci-après correspondent à des actions correctives à mettre en œuvre par l'exploitant sous un délai de 2 mois ; à défaut, une astreinte ou une amende administrative pourra être ultérieurement proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi écologique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Respect article 5-6 de l'arrêté préfectoral du 23/07/2019
Prescription contrôlée : La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] : Délai : 31/03/2024 Article 5-6 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 susvisé : « Un suivi écologique doit être réalisé par des spécialistes dans les conditions mentionnées dans le dossier de demande de dérogation au titre des espèces animales protégées de juillet 2018 (2.8. R2.2o - mesure de réduction technique en phase d'exploitation : gestion écologique des mosaïques d'habitats mésoxérophiles dans la zone d'emprise d'autorisation). Ce suivi comprend : <ul style="list-style-type: none">- un suivi floristique et phytosociologique (dont un suivi des espèces invasives),- un suivi des oiseaux nicheurs,- un suivi des espèces de rhopalocères et d'orthoptères présentes. Il est réalisé aux années N+1, N+3, N+5, puis tous les cinq ans pendant la durée de l'exploitation, avec N qui désigne l'année de l'autorisation d'exploiter. Il est également réalisé la dernière année. Les rapports de suivi sont transmis à l'inspection des installations classées. »
Constats : L'inspection a consulté le rapport de suivi écologique d'avril 2025, qui correspond à l'année N+5. Il a été transmis à l'inspection le 2 juin 2025. Ce suivi est conforme aux prescriptions de l'article 5-6.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limitation de l'attractivité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Respect article 5.2.4 arrêté de dérogation espèces protégées du 30/07/2019
Prescription contrôlée : La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] : Délai : 31/03/2024

Article 5.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé : « Lors de la réalisation des travaux, le bénéficiaire de la dérogation procède au comblement des ornières et dépressions humides afin de limiter l'attractivité du site pour les batraciens. »
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence d'ornières et de zones de dépressions humides pouvant attirer les batraciens.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en place d'abris et de gîtes pour les reptiles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Respect article 5.2.5 arrêté de dérogation espèces protégées du 30/07/2019
Prescription contrôlée : La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] : Délai : 01/09/2023 Article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé : « le bénéficiaire de la dérogation fait procéder à la mise en place d'abris hivernaux et de gîtes favorables aux reptiles. Ces gîtes et abris sont répartis sur les pourtours de l'emprise d'extraction, conformément au plan situé en annexe 2. »
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les abris hivernaux et les gîtes favorables aux reptiles étaient mis en place conformément aux plans prévus en annexe de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019, à l'exception de ceux prévus au droit de l'emplacement où des déchets ont été découverts, correspondant probablement à une ancienne décharge. Étant donné que l'exploitant réfléchit à la définition de mesures de dépollution pour le terrain où des déchets ont été découverts, il semble judicieux de ne pas y avoir encore installé ces abris et gîtes à reptiles (voir point de contrôle relatif à l'article 5.2.7 suivant). L'exploitation est considérée conforme à la prescriptions. Les inspecteurs ont également constaté que certains gîtes et abris commençaient à être envahis par la végétation (ronces, robiniers), ce qui amenuise grandement leur fonctionnalité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection les mesures mises en œuvre pour s'assurer du maintien de la fonctionnalité des gîtes et abris à reptiles dans le temps. Ces mesures pourront être intégrées au plan de gestion prévu par l'article 5.2.7 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion écologique des habitats et plans de gestion associés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Respect article 5.2.7 arrêté de dérogation espèces protégées du 30/07/2019
Prescription contrôlée : <p>La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] :</p> <p>Délai : 30/06/2024</p> <p>Article 5.2.7 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé : « Le bénéficiaire de la dérogation met en œuvre une gestion écologique au droit des mosaïques d'habitats mésoxérophiles situés dans la zone d'emprise d'autorisation et cartographiés en annexe 3, afin de préserver les reliquats de pelouses et de fruticées existants. Un plan de gestion de ces espaces est rédigé suivants les modalités définies à l'article 5.4.2. »</p>
Constats : <p>Dans la partie au sud ouest de l'emprise d'autorisation définie en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019, les travaux visant à mettre en œuvre cette prescription ont été interrompus suite à la découverte de nombreux déchets correspondant probablement à une ancienne décharge.</p> <p>Le plan de gestion des espaces n'avait pas encore été rédigé à la date de l'inspection. L'exploitant a déclaré qu'il serait transmis au second semestre 2025.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué réfléchir à des mesures de dépollution pour le terrain où des déchets ont été découverts.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Transmettre à l'inspection, sous un délai de 2 mois, le plan d'action envisagé pour finaliser la mise en œuvre de la mesure de compensation dans les meilleurs délais ; mettre en œuvre ce plan d'action selon le calendrier défini dans le plan d'action. Ce plan d'action pourra par exemple consister en des mesures de gestion visant à rendre compatible l'état des terrains souillés par les déchets découverts avec l'usage de compensation envisagé, ou encore consister en une proposition d'implantation alternative.</p> <p>Les modifications apportées qui permettront de réaliser les objectifs visés par l'article 5.2.7 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 seront portées à la connaissance du préfet au titre du II. de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesure de compensation MC1 : création de mares

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Respect article 5.3 arrêté de dérogation espèces protégées du 30/07/2019
Prescription contrôlée :

La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] :

Délai : 31/03/2024

Article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :

« Le bénéficiaire de la dérogation procède à la mise en œuvre des mesures de compensation suivantes :

Mesure MC1 : création de 2 mares de substitution pour les amphibiens d'une superficie minimale de 300 m² en compensation de la destruction d'habitats de reproduction favorables aux amphibiens ;

Constats :

Les inspecteurs ont pu constater qu'une première mare, d'environ 80 m² (8 x 10 mètres) avait été créée. La présence de têtards visibles le jour de l'inspection confirme son caractère fonctionnelle et qu'elle permet la reproduction des amphibiens.

La deuxième mare de substitution n'a pas été créée. L'emplacement initialement envisagé dans le dossier de demande d'autorisation, au sud ouest du site, s'est avéré inadapté. Il était prévu sur remblai, en rebord de falaise et n'aurait pas permis de garder l'eau nécessaire à la reproduction des amphibiens.

Les inspecteurs ont pu constater que, aucun travaux n'ayant été mis en œuvre depuis l'autorisation de l'installation, la mare qui devait être compensée par la mesure MC1 était toujours en place, et parfaitement fonctionnelle. À la date de l'inspection, il n'y a donc aucune destruction d'habitat de reproduction favorable aux amphibiens qui n'aurait pas été compensée.

Non conformité : absence d'une deuxième mare de 220 m² de compensation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection, sous un délai de 2 mois, le plan d'action envisagé pour mettre en place la deuxième mare de substitution de 220 m² dans les meilleurs délais ; mettre en œuvre ce plan d'action selon le calendrier défini dans le plan d'action.

Les modifications apportées qui permettront de réaliser les objectifs visés par l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 seront portées à connaissance du préfet au titre du II. de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mesure de compensation MC2 : compensation mosaïque de pelouse sèche

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1

Thème(s) : Autre, Respect article 5.3 arrêté de dérogation espèces protégées du 30/07/2019

Prescription contrôlée :

La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] :

Délai : 30/06/2024

Article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :

« Le bénéficiaire de la dérogation procède à la mise en œuvre des mesures de compensation suivantes : [...]

Mesure MC2 : restauration et gestion de la parcelle cadastrale 38, d'une superficie de 1,05 ha et actuellement enfrichée, en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fruticée, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ;

Constats :

La numérotation de la parcelle cadastrale a été modifiée, et elle porte maintenant le numéro 50. Les inspecteurs ont pu constater que la parcelle avait été restaurée. Il subsiste ponctuellement un ancien remblai, et des stations ponctuelles de renouée du Japon, ainsi que d'autres stations de plantes ne correspondant pas à celles attendues sur une mosaïque de pelouse sèche / fruticée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cet ancien remblais et ces autres plantes devront être traités dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion des mesures compensatoires prévu par l'article 5.4.2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure de compensation MC4 : parcelles de compensation complémentaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1

Thème(s) : Autre, Respect article 5.3 arrêté de dérogation espèces protégées du 30/07/2019

Prescription contrôlée :

La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] :

Délai : 30/06/2024

Article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :

« Le bénéficiaire de la dérogation procède à la mise en œuvre des mesures de compensation suivantes : [...]

Mesure MC4 : restauration et gestion de parcelles complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,8 ha en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fruticée, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ;

*Concernant les mesures MC4 et MC5, [...] l'exploitant transmet pour avis au service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la biodiversité une proposition technique argumentée précisant la localisation et les modalités de mise en œuvre de ces mesures. Cette proposition technique comprendra notamment :

l'état initial des parcelles de compensation sélectionnée, basée sur la réalisation d'inventaires

<p>floristiques et faunistiques adaptés ;</p> <p>la démonstration de l'équivalence écologique entre les pertes liées au projet et les gains associées à ces mesures complémentaires ;</p> <p>la description détaillée des modalités de mises en œuvre : calendriers, objectifs, modes opératoires, plan de gestion et moyens alloués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs ont pu consulter la convention du 27 novembre 2023 passée avec le conservatoire de Bourgogne, qui mentionne une surface de compensation de 0,9 ha de pelouse et 1,7 ha de boisement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mesure de compensation MC5 : mise en place d'îlots de sénescence

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Respect article 5.3 arrêté de dérogation espèces protégées du 30/07/2019</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CARRIERE DES BUIS [...] est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes [...] :</p> <p>Délai : 30/06/2024</p> <p>Article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :</p> <p>« Le bénéficiaire de la dérogation procède à la mise en œuvre des mesures de compensation suivantes : [...]</p> <p>Mesure MC5 : mise en place d'îlots de sénescence sur des parcelles complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,46 ha, en compensation de la destruction de Chênaie pubescente la superficie totale détruite étant de 1,61 ha. »</p> <p>*Concernant les mesures MC4 et MC5, [...] l'exploitant transmet pour avis au service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la biodiversité une proposition technique argumentée précisant la localisation et les modalités de mise en œuvre de ces mesures. Cette proposition technique comprendra notamment :</p> <p>l'état initial des parcelles de compensation sélectionnée, basée sur la réalisation d'inventaires floristiques et faunistiques adaptés ;</p> <p>la démonstration de l'équivalence écologique entre les pertes liées au projet et les gains associées à ces mesures complémentaires ;</p> <p>la description détaillée des modalités de mises en œuvre : calendriers, objectifs, modes opératoires, plan de gestion et moyens alloués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs ont pu consulter la convention du 27 novembre 2023 passée avec le conservatoire de Bourgogne, qui mentionne une surface de compensation de 0,9 ha de pelouse et 1,7 ha de boisement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suivi des mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.1

Thème(s) : Autre, Modalités de suivi et de gestion des mesures de compensation

Prescription contrôlée :

Des suivis devront être réalisés après travaux sur une durée de 30 ans. [...] Les suivis feront l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté au plus tard à l'achèvement des travaux d'aménagement des sites de compensation. [...]

Constats :

Aucun protocole de suivi n'a été transmis pour validation au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les protocoles de suivi à l'inspection et au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Gestion des sites de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.2

Thème(s) : Autre, Modalités de suivi et de gestion des mesures de compensation

Prescription contrôlée :

Le bénéficiaire de la dérogation rédige et met en œuvre un plan de gestion pour chaque site de compensation pendant la durée d'exploitation industrielle de la carrière prolongée de 2 ans.

Le plan de gestion est établi à l'issue du premier suivi réalisé suite à l'achèvement des travaux d'aménagement des sites de compensation (suivi n+1). Il est soumis au service Biodiversité, eau et Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté pour approbation.

Le cas échéant, chaque plan de gestion est révisé et adapté au regard des résultats des suivis périodiques réalisés sur le site de compensation concerné.

Constats :

À la date de l'inspection, aucun plan de gestion n'avait été rédigé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les plans de gestion des mesures de compensation à l'inspection et au service Biodiversité, Eau et Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois